



Mission régionale d'autorité environnementale

Pays-de-la-Loire

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire
après examen au cas par cas
Révision du Zonage d'assainissement
des eaux usées (ZAEU)
de la commune de NORT-SUR-ERDRE (44)**

n°MRAe 2018-3697

Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-17-II du code de l'environnement

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées, déposée par la commune de Nort-sur-Erdre, reçue le 12 décembre 2018 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 20 décembre 2018 et sa réponse du 3 janvier 2019 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 30 janvier 2019 ;

Considérant que la révision du zonage d'assainissement des eaux usées, relevant de l'article R. 122-17 II du code de l'environnement, doit faire l'objet d'un examen préalable au cas par cas dans les conditions prévues à l'article R. 122-18 du même code ;

Considérant que l'actuelle révision du zonage d'assainissement des eaux usées consiste à mettre à jour le précédent zonage réalisé en 2005 pour être en cohérence avec le projet de plan local d'urbanisme (PLUi) de la communauté de communes Erdre et Gesvres en cours d'élaboration, lequel fera l'objet d'un avis de l'autorité environnementale ;

Considérant que l'actualisation objet de la présente demande d'examen préalable au cas par cas concerne principalement l'adaptation du zonage aux zones d'urbanisation future à court et long terme prévues par le PLUi en extension du bourg ; qu'au final les zones classées en zone d'assainissement collectif ont été augmentées d'environ 34 ha par rapport à l'ancien zonage pour un besoin estimé à 9 127 équivalents-habitants pour la station d'épuration principale ;

Considérant que la commune compte trois stations d'épuration (STEP) : la station d'épuration principale des Mares Noires, d'une capacité actuelle de 6 000 équivalents-habitants (EH), la STEP de Sobidain, d'une capacité de 290 EH et la microSTEP de Vault, d'une capacité nominale de 50 EH ; que selon les éléments produits dans le dossier des travaux d'extension de la STEP des Mares Noires à 11 300 EH sont en cours ; que cette dernière recevra les effluents des deux zones AUe « Les Hauts Bois » (estimés à 60 EH) situées sur la commune des Touches ; qu'avant d'entériner ce projet, la capacité de pompage du poste de refoulement de la ZA de la Pancarte sera vérifiée et si nécessaire renforcée ;

Considérant que les éléments produits dans le dossier attestent dès lors de la capacité de la future station d'épuration et des ouvrages présents sur le réseau de collecte à traiter les effluents générés sur la commune ainsi que ceux des futures zones d'urbanisation des « Hauts Bois » de la commune voisine à l'horizon des 10 années du PLUi ;

Considérant que dans le cadre de l'étude organisationnelle pour le transfert de la compétence assainissement à la communauté de communes Erdre et Gesvres, il est prévu un programme pluri-annuel d'investissement (PPI) pour la réhabilitation des réseaux pour lutter contre les eaux parasites ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'assainissement non collectif, il relève des prérogatives du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) d'assurer le contrôle de la conformité et le suivi des mises aux normes des installations individuelles (58 % des équipements contrôlés sont conformes) et qu'il convient de mener les actions visant à lever les non-conformités détectées ;

Considérant que la commune est concernée par la présence de quatre zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF) de type 1, ainsi que d'une ZNIEFF de type 2 « Vallée et Marais de l'Erdre, Canal de Nantes à Brest, Bois de la Desnerie, le Rupt » et des sites Natura 2000 (ZPS et ZSC) liés au « Marais de l'Erdre » ; que par ailleurs le territoire communal est concerné par un périmètre de protection de captage lié aux quatre forages se situant au « Plessis Pas Brunet » et par l'atlas des zones inondables (AZI) de l'Erdre ; ; que toutefois, selon les informations données à ce stade, le projet de zonage, objet de la présente décision n'est pas susceptible d'incidences négatives sur ces espaces ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par la collectivité locale et des connaissances disponibles à ce stade, la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Nort-sur-Erdre n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ;

DECIDE :

Article 1 : La révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Nort-sur-Erdre n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 (III) du Code de l'environnement, sera jointe au dossier d'enquête publique.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 12 février 2019

La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire



Fabienne ALLAG-DHUISME

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe
DREAL des Pays-de-la-Loire
SCTE/DEE
5, rue Françoise GIROUD
CS 16326
44263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.
Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île Gloriette
B.P. 24111
44041 NANTES Cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;
Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Ministère de la transition écologique et solidaire
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex